

### SOMMAIRE

du n° 31 du seul BAC authentique

Edito : quelle rentrée ?	P 1
Divine surprise !	P 2
4 <sup>ème</sup> congrès	P 3
Contre la laïcité	P 4

**BAC N° 31**  
**Juil. Août Sept. 2009**  
**TRIMESTRIEL**  
**Directeur de la Publication**  
**Françoise ROCHE**

**N° CPPAP : 0907S 06175**  
**N° ISSN : en instance**

**CONCEPTION &  
REALISATION**  
**au siège**  
**5, rue Clisson 75013 PARIS**

### Edito

### Quelle rentrée ?

Voilà la seconde question qui se pose après la première : quelles vacances ?

Pendant que la foule des vacanciers était invitée à profiter de la baisse de la TVA dans les bars et les restaurants, partout en France, chaque jour s'accompagnait de mises à pied, de plans sociaux, de délocalisations. Si, sur le terrain, les salariés en venaient aux menaces, voire aux actes extrêmes, comme le saccage de la préfecture de COMPIEGNE, les appareils syndicaux étaient aux abonnés absents ... Dès l'orée de la rentrée, on les a pourtant entendu parler de nécessaire retour auprès des salariés pour les empêcher ... de faire des bêtises ! La classe politique, qui s'est souciée comme d'une guigne des malaises vagues du Président (pour parler comme JOSPIN, il a pris un sacré coup de vieux sous son bronzage), a continué à traiter ses petites affaires, ses petites querelles et ses petites phrases en chemisette et sans cravate. Et la plus intelligente\* de l'équipe gouvernementale, pour faire face à la grippe, A comme aviaire, porcine et H1N1, pandémie même, nous a appris comment nous moucher dans notre manche une fois accompli le retour des vestons et des manteaux !

Donc la rentrée n'est pas en véritable rupture avec les vacances ni d'ailleurs avec ce qui les a précédées : **ÇA VA MAL**, même si le lait coule à flot et que la récolte de pommes n'a jamais été aussi abondante, même si les *bonus* ont bonne mine et que Didier LOMBARD, le finaud PDG de France Télécom, relativise les 23 suicides en 18 mois dont sa boîte et son *management* sont responsables en en faisant une « mode » (*sic*) ...

La rentrée scolaire, scandée par les fermetures de classes, voire d'établissements, pour cause de grippe, se fait d'abord dans la pagaille. L'affectation des personnels n'est toujours pas achevée à la troisième semaine de la rentrée, des élèves ont disparu\*\*, les effectifs des classes de lycée crèvent le plafond des 35 élèves ... Le dégraissage du mammoth, autrement dit la RGPP\*\*\* version éducation nationale, avec ses 15 000 et quelques suppressions de postes n'est pas pour rien dans ce désordre.

L'Etat n'ayant plus d'argent puisqu'il a généreusement soulagé avec celui des contribuables les banques et les constructeurs automobiles, toutes entreprises du secteur privé, que la crise mettait en difficulté, gratte les fonds de tiroirs pour en trouver. La « taxe carbone » fait donc son entrée avec la rentrée, en sus des augmentations des impôts locaux, du gaz et de l'électricité, des transports en commun, etc. Il paraît que le ministre du budget serait conscient de la nécessité de revaloriser les traitements des fonctionnaires ... Est-ce une bonne résolution de rentrée qui dès les premiers frimas de l'automne sera remise au magasin des intentions perdues ? Le proche avenir nous le dira.

Quoiqu'il en soit, bonne rentrée à vous tous, fiers bataillons, même si souvent humiliés, de l'École de la République !

**Françoise Roche**  
**Secrétaire générale**

\* En 2003, pendant la « canicule », elle conseillait aux automobilistes de garer de préférence leur voiture à l'ombre ... Une tête !

\*\* Les élèves au profil BEP qui entraient ces dernières années en première année de LP n'ont pas intégré la nouvelle seconde du bac pro. Où sont-ils ? C'est la question que le SNCA e.i.L. Convergence a posée au cabinet de Luc CHATEL. Il paraît que personne n'avait encore fait la remarque ni posé la question. Reste que le cabinet, la surprise passée, semble inquiet.

\*\*\* Révision générale des politiques publiques, c'est-à-dire réformes, réformes, réformes !

## **Divine surprise !** *Mais pas pour tout le monde*

Même si un phénomène comparable s'est produit lors de la création du baccalauréat professionnel dans les années 80 du siècle dernier, les profs de la nouvelle seconde du bac pro en 3 ans ont été bien et heureusement surpris : le niveau monte !

L'explication en est aussi simple qu'évidente. Nombre de parents d'élèves de 3<sup>ème</sup> qui voyaient se fermer pour leur enfant la perspective d'entrer en seconde d'enseignement général et technologique (l'enseignement technologique ne se distinguant de l'enseignement général qu'à partir de la première) ont sauté sur l'occasion du bac pro en 3 ans, petit frère des bacs généraux et technologiques, quand bien même, ils n'auraient pas accepté de lui faire intégrer le LP pour y préparer un BEP.

Il y a donc, à cette rentrée, **un nouveau public scolaire en première année de LP**. Mais il va de soi que la stratégie des familles de ces nouveaux venus n'a rien à voir avec celle des familles qui jusque-là envoyaient leurs enfants en première année de LP pour y préparer un CAP ou un BEP. Les familles de ces élèves d'un nouveau genre voient le bac pro, comme les autres bacs ; c'est-à-dire **un diplôme insuffisamment qualifiant pour une entrée sur le marché du travail dès qu'il est acquis, mais nécessaire à une poursuite d'études post-bac**. Il va donc falloir abandonner la référence des 80 % de bacheliers professionnels s'insérant d'emblée dans le monde du travail et des 20 % de ces mêmes bacheliers faisant des études supérieures et mettre en place, dans les 3 ans qui viennent, les structures de BTS que viseront ces futurs bacheliers bien au delà du quota des 20 %.

Eh bien, tant mieux ! diront les tenants du protocole d'accord signé avec DARCOS, ci-devant ministre de l'Education Nationale, les mêmes qui se sont évertués à faire croire que leur signature co-gestionnaire servait les intérêts des enfants des catégories les plus modestes de la population.

En cette rentrée 2009, **où sont-ils ces enfants-là, puisqu'ils n'ont pas intégré la seconde du nouveau bac pro 3 ans ?**

Tout PLP sait bien que parmi les élèves qui arrivaient en première année de BEP, une bonne partie s'était déscolarisée et désocialisée avant d'arriver en LP ; que le premier travail qu'il fallait entreprendre avec eux, était justement de les réintégrer dans une pratique scolaire induisant le respect des règles sociales, à commencer par celle de l'assiduité ; et cela avant de les confronter à l'entreprise.

Aujourd'hui, c'est brut de décoffrage que ces jeunes, refoulés hors les murs des établissements scolaires, vont se présenter à un patron ... On voit d'ici le succès !

Donc, **en prétendant résoudre un problème, celui de l'égalité de dignité des voies de formation initiale, le protocole d'accord n'a fait qu'évacuer vers la rue les jeunes en quête d'une formation courte et qualifiante**. Finalement, le public scolaire auquel était destiné l'enseignement pro, s'est trouvé refoulé hors de l'Ecole de la République et privé du droit d'accéder au moins à un diplôme de niveau V : **cela n'est-il pas de la relégation sociale ?**

La MGIEN a de beaux jours devant elle, diront les cyniques en plaisantant sur le malheur de ceux à qui ils ont délibérément menti sur l'obligation scolaire\*.

Sauf que la MGIEN manque de moyens et qu'en dépit de la loi, certains rectorats ne l'ont pas mise en place.

Pendant sa campagne présidentielle SARKOZY dénonçait le scandale des 150 000 jeunes laissés sans formation et abandonnés au désœuvrement, à la démoralisation et bientôt à la délinquance. A l'époque, il sous-estimait le chiffre. Que dira-t-il aujourd'hui ?

**Cette augmentation incontestable du nombre des jeunes laissés pour compte est à mettre au débit de DARCOS, aujourd'hui ministre du Travail (sic ! On croit cauchemarder !) et de ses complices signataires.**

A moins qu'il ne s'agisse de la politique du pire ; ces jeunes abandonnés peuvent non seulement fournir des bandes aux trafiquants de toutes sortes mais aussi des recrues à d'éventuelles milices d'un pouvoir\*\* qui non content de se droïtifier chaque jour un peu plus irait jusqu'à se fasciser sur les bords.

### **Le SNCA e.i.L. Convergence revendique :**

- 1. la restauration du BEP, diplôme national de niveau V, dans tous les secteurs où il a été supprimé et remplacé par la procédure aléatoire des certifications,**
- 2. la possibilité pour ses lauréats d'intégrer directement la première du nouveau bac pro 3 ans.**

*\*L'obligation scolaire n'est pas à sens unique. Si elle oblige les familles à scolariser leurs enfants, elle oblige aussi l'Etat républicain à mettre à leur disposition l'outil de cette scolarisation, l'Ecole elle-même. En refoulant ainsi hors de l'Ecole, des dizaines et des dizaines de milliers de jeunes gens et jeunes filles, l'Etat faillit à sa mission. Mais est-il encore républicain ?*

*\*\* Tout se tient ; en démilitarisant les états membres de l'Union Européenne, le projet de traité constitutionnel, repoussé par le suffrage universel en France, aux Pays-Bas et en Irlande, mais compensé par le traité de Lisbonne, prévoit de leur laisser une force armée pour réprimer éventuellement leurs citoyens...*

# 4<sup>ème</sup> Congrès du SNCA e.i .L. Convergence à LANGRES Lycée Denis-Diderot Le 12 novembre 2009 à partir de 9h

## *LES STATUTS*

Après le congrès constitutif de février 2003, réuni à Paris XVème, le congrès extraordinaire de mai 2005 qui a mis en échec les spoliateurs et le congrès de Paris XIIIème en mai 2006, le SNCA e.i.L. Convergence réunira son 4ème congrès (le 3ème congrès ordinaire) au lycée Denis-Diderot, 21, avenue du Général De Gaulle, à LANGRES, en Haute-Marne.

A l'ordre du jour, il y aura, parmi bien d'autres thèmes, le vote des statuts, modifiés pour y intégrer les commissions ouvrières\* lors du Conseil National Syndical (CNS) de RETHEL en 2007. Les statuts seront à disposition des adhérents sur le site national du SNCA e.i.L. Convergence pendant tout le mois d'octobre. Les propositions d'amendement devront parvenir au siège avant le 31 octobre minuit.

De même, le rapport d'activité, complémentaire de celui intermédiaire adopté à RETHEL, sera disponible sur le site dans la première quinzaine d'octobre.

Il va de soi que le congrès de LANGRES doit permettre au SNCA e.i.L. Convergence non seulement de renouveler l'expression de son attachement à l'orientation syndicale AUTREMENT et au programme d'EIL, mais aussi aux objectifs de la *Charte d'Amiens* et aux valeurs de la République.

A tous les congressistes qui se réuniront le 12 novembre 2009 à LANGRES, le secrétariat national adresse dès aujourd'hui ses vœux de réussite dans leur travail entrepris pour défendre les intérêts matériels et moraux des adhérents, des personnels de l'Education Nationale, des salariés et de l'ensemble du monde au travail, ici et dans le monde.

*\*Une nouvelle commission ouvrière va voir le jour : celle des Personnels d'Administration et de Gestion, autrement dit la commission PAG.*

## **Contre la laïcité : SARKO plus fort que BAYROU !**

La majorité présidentielle, qui s'assimile au mouvement populaire, et ses quelques affidés vont voter la loi CARLE qui est une loi anti-laïque, donc anti-populaire. Ce que BAYROU en 1994 n'avait pas réussi à faire à cause d'une formidable mobilisation des laïcs, SARKOZY va le faire avec la complicité des élus du peuple.

### **De quoi s'agit-il ? De la parité de financement de l'enseignement public et de l'enseignement privé.**

En 1994, BAYROU avait tenté de supprimer ce qui restait de la loi du comte de FALLOUX et qui était un héritage de la ... deuxième République ! Cette loi ultra cléricale interdisait cependant que l'enseignement privé soit financé par l'Etat à parité avec l'enseignement public. La 3<sup>ème</sup> et la 4<sup>ème</sup> Républiques ont abrogé les dispositifs de la loi FALLOUX, sauf cette entrave à la parité public/privé que BAYROU le catholique voulait balayer. Il a échoué.\*

Quinze ans plus tard, SARKOZY prend un chemin détourné pour reprendre à son compte la tentative de BAYROU.

Il n'est pas question d'abroger la loi FALLOUX, du moins ce qu'il en reste : il ne faut pas agiter le chiffon rouge ! Il s'agit de faire en partie financer par les communes les établissements privés d'enseignement primaire situés hors de leur territoire mais qui accueillent des enfants de leurs administrés : un chèque éducation à destination de l'école privée, payé par les contribuables de la commune, en sus de la part de leurs contributions nationales qui va aux établissements privés sous contrat – après la double peine, la double contribution !

Les établissements privés d'enseignement primaire sont tous confessionnels. **Le chèque éducation est une forme imposée du denier du culte ...**

Le SNCA e.i.L. Convergence est un syndicat qui, comme son sigle l'indique, défend et promeut la Laïcité. Pour lui l'argent des citoyens doit aller à l'Ecole de la République. D'ailleurs, la République n'assure-t-elle pas, en reprenant les immortels principes de 1789, la liberté de conscience à chacun d'entre ses citoyens ? Pourquoi faudrait-il qu'en dépit de cette liberté de conscience, certains d'entre eux soient mis deux fois à contribution pour financer l'appareil d'une religion ? C'est deux fois de trop !!

Chacun connaît les accointances du chanoine du LATRAN qui loge à l'Elysée avec la scientologie ; chacun l'a entendu affirmer qu'il faut croire en dieu pour avoir une bonne morale ; chacun sait donc bien que, pas plus que BAYROU, SARKOZY n'est laïque.

Or la laïcité est ce qui donne au Peuple, c'est-à-dire à l'ensemble des citoyens, **la liberté d'exercer tous ses droits sans que cela mette à mal l'intérêt général**. Par conséquent, ce qui relève de la liberté de conscience de chacun, pour que soit assurée celle de tous les autres, ne doit pas être mis sur la place publique ni concerner l'Etat. Enfreindre cette règle, comme BAYROU et SARKOZY le font ou l'ont fait, **c'est rompre avec la République en faveur du communautarisme**. Et cela est insupportable et doit être intolérable à tout laïc, à tout républicain, à tout citoyen d'un état de droit par opposition à sujet d'un état coutumier. **La Laïcité est nécessaire, indispensable, à l'harmonie de la Cité alors que le communautarisme est fauteur de discordes civiles**.

Ce n'est pas la première fois que le SNCA e.i.L. Convergence le dit : la République est en danger, car elle est tombée aux mains d'anti-républicains notoires. Dans le même temps la Laïcité est menacée et le Peuple bafoué.

Toutes les usurpations doivent être dénoncées : le SNCA e.i.L. Convergence dénonce donc l'imposture d'une majorité parlementaire qui se prétend populaire alors qu'en lui rognant la Laïcité, elle dénie ses droits au Peuple.

*\* Il n'a échoué que partiellement. En effet, s'il n'a pu faire abroger ce qui restait de la loi FALLOUX, il a tout de même gardé son portefeuille de ministre de l'Education Nationale, malgré le million de personnes qui manifestait contre lui le 16 janvier 1994. Comment un tel « miracle » fut-il possible ? Grâce à la tiédeur laïque de Monique VUAILLAT, qui était à l'époque l'égérie du SNES et de la FSU avant de devenir celle du 110 de la rue de Grenelle !!!*